

cune assurance-chômage pour les protéger et soumettra-t-il cette question au comité des pêches?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts):** Monsieur l'Orateur, il y a une référence à cette question dans le Livre blanc déposé sur le Bureau de la Chambre par le ministre du Travail. Nous en discuterons certainement avec les pêcheurs, ainsi qu'avec leurs représentants et avec ceux de l'industrie au cours des prochains mois.

### AIR CANADA

LES RUMEURS DE MUTATION DE PILOTES ET D'HÔTESSES DE WINNIPEG

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre des Transports? Le 22 mai, je lui ai demandé s'il demanderait à Air Canada de nous donner l'assurance qu'on ne muterait pas ailleurs, dans d'autres bases du pays, un nombre élevé de pilotes de Winnipeg et un nombre plus élevé encore d'hôtesSES de l'air. Le ministre a répondu qu'il s'efforcerait d'obtenir cette assurance. La lui a-t-on déjà donnée?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Oui, monsieur l'Orateur, Air Canada m'a fait savoir qu'il n'y aurait pas de changements importants dans le personnel en poste à Winnipeg. Le problème, s'il y en a un, vient de ce qu'on est en train de supprimer peu à peu les appareils Viscount pour les remplacer principalement par des DC-9. On prévoit, à l'occasion de ce changement, qu'il faudra virtuellement le même nombre de pilotes pour les DC-9 qu'il n'y en avait pour les Viscount et les DC-9 réunis. Il n'y aura donc guère de mutations dans ce domaine, peut-être seulement une ou deux, me dit-on. Quant aux jolies hôtesSES de l'air, nous allons les laisser à leur poste pour qu'elles égaient le décor à Winnipeg indéfiniment.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Je crains de ne pouvoir trouver de question supplémentaire après une telle réponse.

### L'INDUSTRIE

LA RÉVISION DU TARIF DOUANIER EN VUE DE PROTÉGER LES FABRICANTS DE CHAUS-SURES—L'INTÉRÊT DU CONSOMMATEUR

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que les importations de chaussures qui ont été tolérées jusqu'ici conduisent les fabricants canadiens de cette industrie à la

[M. McGrath.]

faillite, l'honorable ministre pourrait-il dire s'il songe à recommander une révision du Tarif douanier en vue de corriger cette situation?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur le président, je suis présentement à lire le mémoire présenté par l'Association de la chaussure. Il semble que ce mémoire renferme certaines statistiques discutables. De toute façon, nous allons rencontrer, le 24 juin, les représentants de cette Association. Les députés seront invités à la première partie de cette rencontre. Nous continuerons ensuite l'analyse du sujet et présenterons nos considérations le plus tôt possible.

[Traduction]

**M. David Anderson (Esquimalt-Saanich):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme les consommateurs canadiens, notamment ceux dont le revenu est modique, vont être les plus touchés si on interdit l'importation de chaussures, le ministre nous donnerait-il l'assurance que l'Association des consommateurs canadiens sera consultée avant que l'on en vienne à une décision?

**L'hon. M. Pepin:** Le gouvernement s'efforce toujours de sauvegarder l'intérêt des Canadiens, sous tous ses aspects. Il n'est pas question de mettre l'embargo sur les importations.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DU SALARIAT ET DU PATRONAT AU SUJET D'UN PROGRAMME DE RESTRICTIONS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant ou le ministre des Finances, selon le cas, me dirait-il si le gouvernement a décidé de convoquer une conférence réunissant le salariat, le monde des affaires et le gouvernement, comme l'a demandé le Congrès du travail du Canada, pour mettre au point un programme grâce auquel ces trois parties à la conférence s'entendraient pour lutter contre l'inflation?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Le gouvernement n'a pas encore pris de décision dans ce sens, monsieur l'Orateur, mais je peux dire qu'il se réjouit de constater que les organismes syndicaux sont disposés à le rencontrer afin de discuter sérieusement des problèmes de l'inflation. Nous sommes tous concernés, les syndiqués encore plus que les autres.